

L'Équateur

Une exceptionnelle diversité géographique

Riverain de l'océan Pacifique, situé entre la Colombie et le Pérou, l'Équateur est le plus petit des États andins, mais aussi le plus densément peuplé. Ses milieux sont très divers. On distingue en effet l'aire andine où alternent montagnes tropicales sèches et équatoriales humides, le Bassin amazonien et la côte du Pacifique où l'on passe en 300 kilomètres du semi-désert à la forêt dense. Quatre ensembles se détachent. Tout d'abord, les Andes équatoriennes ou Sierra sont étroites d'une centaine de kilomètres, avec des bassins internes très peuplés et entourés de deux cordillères de volcans. Le climat, adouci par l'altitude, permet de cultiver des fruits, légumes et céréales, dans les vallées fertiles. L'Amazonie ou Oriente est couverte de forêts denses équatoriales, en partie défrichées par des fronts pionniers. C'est une région chaude et humide. La côte est l'une des régions les plus fertiles : on y produit notamment les bananes et les ananas. Enfin, les îles Galapagos comportent six îles principales et une douzaine d'îlots qui sont les parties émergées d'édifices volcaniques pour la plupart éteints. Riches d'une faune exceptionnelle, elles sont situées dans l'océan Pacifique, à mille kilomètres au large de Guayaquil.

Au sein de la population, les métis (ceux qui ont des ancêtres espagnols et amérindiens) sont les plus nombreux (65 %), suivis des Amérindiens (25 %), des Créoles (descendants directs des colons espagnols) et des Afroéquatoriens.

Sommaire :

- Le passé indien et inca
- La conquête et la société coloniale
- L'indépendance et les débuts de la république
- Modernisation conservatrice et révolution libérale
- Tentatives de réformes et de démocratisation
- Retour de l'instabilité et genèse du mouvement indigène

Le passé indien et inca

Les premières populations dont l'existence a été identifiée en Équateur au cours des millénaires

antérieurs à la période de l'hégémonie des Incas demeurent longtemps hors de l'Histoire. Elles sont dispersées en communautés autonomes qui ne se regroupent en une sorte de confédération politique centrée sur l'actuelle région de Quito qu'aux alentours du VIII^e siècle de notre ère. L'irruption des Incas, à la fin du XV^e siècle, entraîne la mise en place d'une nouvelle organisation administrative et des progrès significatifs en matière agricole, mais la conquête s'est avérée longue et difficile et la population autochtone demeure longtemps rétive.

8000 avant J.-C. : Premières traces de présence humaine en Equateur. Certains archéologues pensent qu'elle est même antérieure à cette date.

3500 avant J.-C. : Période de la culture Valdivia, située dans la péninsule Santa Elena. Des sites préhistoriques ont été retrouvés dans les provinces côtières, ainsi que dans les hautes terres du Nord, du Sud et de l'Ouest du pays. L'Equateur fut probablement l'une des zones les plus tôt humanisées, mais sa population demeura longtemps éparse et diversifiée.

VIII^e après siècle J.-C. : Royaume de Quito (ou confédération de Quito), fondé autour de l'actuelle capitale par les Caras. Ils rassemblent, sous la conduite de leurs chefs, les régions de Cayambé, Otavalo, Huaca, Tusa, Latacunga et Ambato. Les peuples de la confédération étaient le plus souvent guerriers et résistèrent à l'invasion inca, en vain. Au sud de l'Equateur vivaient les Cañaris qui formaient un ensemble linguistique sans être pourvus d'une organisation politique centrale. On a, par ailleurs, fort peu d'éléments sur les peuples d'Amazonie.

1463 : Invasion inca. A cette époque, on dénombre neuf groupes linguistiques principaux sur la côte : les Malaba, les Cayapa, les Nigua, les Compaz, les Caraques, les Manta, les Chono, les Hunacavilca et les Puna, sans compter les nombreux groupes présents dans le reste du pays. Les peuplades installées le long de la côte étaient globalement organisées en tribus ou petites chefferies vivant de l'agriculture, de pêche et de gibier et cultivant principalement le maïs, le yucca et les patates douces.

Les groupes de la sierra étaient dotés d'un système agricole et commercial plus perfectionné. Pour l'agriculture, ils utilisaient l'irrigation, les engrais, le drainage ou encore des terrasses. Ils obtenaient les produits qu'ils ne pouvaient cultiver en recourant à un système d'échanges élaboré. Les petites communautés étaient liées à de des chefferies qui, dirigées par des caciques selon une organisation tribale, pouvaient rassembler jusqu'à 10 000 âmes. La majorité de la population précolombienne était concentrée dans les hautes terres et aurait avoisiné les 800 000 âmes. Les populations installées à l'est du pays étaient les moins développées et vivaient selon un mode d'existence semi-nomade. Leur nombre ne semble pas avoir dépassé les 150 000 habitants.

La conquête inca a représenté une rupture importante en ce qu'elle a eu des répercussions en matière économique, sociale, politique et religieuse pour une grande partie des groupes indigènes, notamment ceux des hautes terres. L'invasion fut longue et difficile. Les Incas n'eurent en revanche presque aucune influence sur les populations côtières et sur celles de l'Orient. La conquête commença sous le règne du neuvième inca, Pachakutik Inca Yupanqui qui lança son fils à la tête d'une armée de 200 000 hommes contre le Nord du Pérou. Après la conquête de la région, les soldats poursuivirent leur entreprise en combattant les Cañari, dans les hautes terres méridionales. La guerre contre les Cañari retarda l'armée de Tupa Inca Yupanqui vers le nord et

c'est son successeur Huayna Capac qui acheva l'intégration de la région de Quito à l'empire. Les Incas établirent un contrôle militaire puis leur domination politique, notamment par le biais des mitimaes, de fidèles colons, dans les centres administratifs qu'ils développèrent. Certains chefs locaux furent intégrés au nouvel ordre. Le territoire fut divisé en provinces, elles-mêmes réparties en hanan ou hurin. Chaque province, dirigée par un gouverneur qui recevait ses ordres de l'empereur de Cuzco, comprenait en théorie 40 000 habitants.

Toutes les terres et leurs revenus, jusqu'alors détenus de manière personnelle, devinrent la propriété de l'Etat inca. Ce nouveau système avait pour but d'augmenter les rendements et la productivité, ce qui se traduisit par le perfectionnement de l'irrigation et de l'aménagement des terrasses.

La population fut mobilisée pour divers services d'utilité publique. Les conscrits – ou yanaconas – étaient le plus souvent des artisans qualifiés. Certaines femmes appelées aklla furent envoyées comme concubines de l'inca ou comme épouses de nobles incas tandis que d'autres, les mamakuna, demeuraient vierges, dans les temples, au service des divinités. Le quechua devint la langue officielle, bientôt parlée par la majorité de la population des hautes terres.

L'inca Huayna Capac établit à Quito une cour qui put rivaliser avec celle de Cuzco et où il mourut vers 1525-1527, de manière totalement inattendue. Sa disparition fut suivie d'une lutte fratricide entre Atahualpa, son fils préféré, et son demi-frère Huascar.

1531 : Après la momification de son père, Atahualpa se proclama roi de Quito et affirma son indépendance du royaume de Cuzco. Huascar lança alors contre lui une armée qui fut défaite. A la suite de la victoire d'Atahualpa, Huascar fut capturé et fait prisonnier. Les Equatoriens considèrent Atahualpa comme le premier grand héros national, « créateur de la nationalité de Quito ».

La conquête et la société coloniale

1524 : Francisco Pizarro (« Pizarre »), noble Estrémadure, mène une expédition à partir du Panama pour explorer les côtes occidentales de l'Amérique du Sud, à la recherche de la ville mythique d'Eldorado. Il ne trouve rien, mais revient avec l'idée qu'un vaste empire s'étend au sud.

1526 : Seconde expédition de Pizarre qui explore les côtes de l'actuel Equateur et se heurte à l'hostilité des indigènes, dans la région d'Esmeraldas. Un campement est établi sur l'île Gallo, près de Tumaco, en Colombie, et Pizarre ordonne à ses navires de retourner au Panama. A l'embouchure de la rivière Tumbez, Pizarre établit des liens avec des représentants de Huayna Capac. Il est alors convaincu d'avoir trouvé une civilisation équivalente à celle des Aztèques du Mexique, découverte par Cortes. Il décide alors d'organiser la conquête de cet espace nouveau,

mais fait face au refus du gouverneur de Panama. Il retourne en Espagne pour exposer ses projets au roi Charles Ier qui est à ce point convaincu par ses dires qu'il le nomme gouverneur et capitaine général du Pérou. L'explorateur peut alors entreprendre une expédition en vue d'une conquête, avec l'aide de Diego de Almagro.

janvier 1531 : Pizarre accoste sur la côte septentrionale de l'Equateur. Il aborde dans un village paisible où il trouve de l'or et des émeraudes. Il traverse le pays sans trouver de véritable résistance. Bientôt, Sebastian de Belalcazar et une centaine d'hommes dirigés par Hernando de Soto le rejoignent dans le golfe de Guayaquil.

15 novembre 1532 : Pizarre et ses hommes capturent l'Inca Atahualpa dans la ville de Cajamarca. Bien que sa rançon ait été payée, ce dernier est condamné à mort et étranglé. Belalcazar est envoyé de la ville de Piura pour conquérir la partie septentrionale de l'Empire inca tandis que Pizarre s'empare rapidement de Cuzco. Il ne parvient pas à battre l'armée du général inca Ruminahui qui se retire dans Quito où il détruit la plupart des bâtiments qui peuvent être utiles à l'ennemi. Cependant, Belalcazar obtient le renfort d'une expédition commandée par Pedro de Alvarado, gouverneur du Guatemala, dont les troupes se joignent aux siennes pour assaillir Quito. Ruminahui ordonne de faire brûler la ville et est finalement capturé et exécuté par les Espagnols.

6 décembre 1534 : Belalcazar fonde la ville de San Francisco de Quito, après avoir créé celle de Guayaquil l'année précédente. A Quito, il fait édifier un palais, une église et établit un gouvernement municipal. Il quitte l'Equateur pour la Colombie en 1536.

décembre 1540 : Gonzalo Pizarre, demi-frère de Francisco, devient capitaine général de Quito. Avec ses hommes, il entreprend une expédition de grande envergure qui le déçoit car il trouve peu de trésors dans la région de Quito. Accordant du crédit à la rumeur selon laquelle Ruminahui aurait caché tous les trésors dans des cavernes de la cordillère, à l'est du pays, il part à leur recherche.

février 1541 : Accompagné de Francisco de Orellana, de deux cent dix soldats espagnols et de quatre mille porteurs indiens, Pizarre quitte Quito pour la cordillère. La moitié des hommes trouvent la mort lors de la traversée de la forêt équatoriale. Au niveau de la rivière Coca, Orellana et deux cent cinquante hommes sont envoyés en éclaireurs : cependant, le Coca se jetant dans le Napo, lui-même affluent de l'Amazone, il leur est impossible de le remonter. Ils traversent ainsi toute l'Amérique du Sud jusqu'à l'océan Atlantique et se retrouvent en Espagne. Pizarre les croit pour sa part perdus et renvoie des hommes qui parviennent à Quito en août 1542.

1546 : Nunez de Vela arrive à Lima comme vice-roi du Pérou. Il tente d'imposer des règles dans la colonie et se heurte à l'opposition des colons. Il est arrêté par les juges de l'Audience de Lima et renvoyé par bateau à Panama. Il réussit à convaincre le capitaine du navire de le libérer à Tumbes et s'allie avec Belalcazar pour reprendre la vice-royauté.

18 janvier 1546 : Nunez de Vela est tué par les rebelles, menés par Gonzalo Pizarre, à la bataille d'Anaquito.

1548 : Gonzalo Pizarre est à son tour défait et capturé par l'armée royale. Avec sa mort, Quito entre dans une ère de paix et de stabilité.

Après que Pizarre et ses compagnons se sont emparés de l'Empire inca au lendemain du guet-apens réussi à Cajamarca contre l'Inca Atahualpa, le nouveau maître du Pérou envoie l'un de ses lieutenants, Sébastien de Belalcazar, conquérir le Nord de l'empire vaincu, la région de l'actuelle Quito d'où Belalcazar ira rejoindre peu après, sur les hauts-plateaux de l'actuelle Colombie, au cœur du pays chibcha, Gonzalo de Quesada venu des côtes caraïbes et l'Allemand Fedemann arrivé du Venezuela après avoir traversé les llanos de l'Orénoque. C'est sur les hauts plateaux andins que s'établit alors une société coloniale marquée par l'installation du système de l'encomienda. L'Audience de Quito jouit d'une réelle autonomie jusqu'au XVIII^e siècle qui va la voir réunie à la Nouvelle-Grenade dont la capitale est fixée à Santa Fé de Bogota. Durant les deux siècles qui suivent la conquête, les ordres religieux espagnols réalisent une œuvre considérable d'évangélisation, contribuant ainsi à intégrer le nouveau monde sud-américain à la Hispanidad.

1544 à 1563 : L'Equateur est gouverné directement par la vice-royauté du Pérou avec, pour seules unités administratives, les cabildo, sortes de conseils municipaux.

1563 : L'Audience de Quito est établie, elle est en charge des affaires judiciaires. Son autorité s'étend bien au-delà du territoire de l'actuel Equateur, jusqu'en Colombie et au Pérou. Certains des territoires qu'elle comprend sont totalement inconnus et inexplorés. Les frontières n'étant pas précisément définies, des dissensions territoriales apparaissent avec le Pérou et la Nouvelle-Grenade. La sierra, zone montagneuse et la plus peuplée, correspond à la région où l'autorité hispanique est la plus forte. La population indigène s'y trouve totalement dominée. La ville espagnole de Quito est construite au-dessus de la cité inca tandis que d'autres villes, telles qu'Ibarra, Ambato, Riobamba, Cuenca et Loja, sont fondées dans les vallées andines. Cependant, les Espagnols ne parvinrent jamais à intégrer les basses terres et les régions côtières et à en faire un ensemble unifié politiquement et économiquement. L'espace oriental demeure en grande partie inexploré.

Quito est le centre espagnol religieux, culturel, social et politique de l'Equateur colonial. L'église d'El Belen est le premier bâtiment à y être construit ; la première messe de Quito y est célébrée. De nombreux monastères sont construits dans le pays, signe de l'effervescence religieuse. Les divers ordres religieux fondent également des écoles, des hôpitaux, des universités, des orphelinats.

En haut de la hiérarchie sociale se trouvent les chapetones, c'est-à-dire les Espagnols issus de la péninsule ibérique. Viennent ensuite les Créoles, leurs enfants nés en Equateur : ce sont de grands propriétaires terriens, des officiers, des commerçants. Les métis, nés de l'union d'Espagnols avec

des indigènes, représentent un groupe relativement diversifié. Les indigènes sont les plus marginalisés et les Africains sont, en raison de leur aptitude au travail, mieux payés qu'eux.

La richesse de l'Équateur n'était pas minière mais agricole, et les Espagnols y introduisirent le système des encomiendas, grandes propriétés terriennes sur lesquelles travaillaient des indigènes réduits à une condition de quasi esclaves. Les hautes terres fournissaient la majorité des récoltes du pays ainsi que de la laine et du coton. Le nombre d'encomiendas a probablement atteint celui de 500 à l'époque coloniale. Ceux qui ne travaillaient pas dans les encomiendas étaient rassemblés dans des villes, ou reducciones, dirigées par un chef, ou kuraka, qui servait d'intermédiaire entre les indigènes et les autorités espagnoles. Chaque ville indigène devait, en théorie, fournir des produits artisanaux.

1534 : Début de la construction du monastère de San Francisco par le frère Jadoco Ricke.

1605 : Début de la construction de l'église de la Compañía de Jesus par les jésuites, un chef-d'œuvre du style rococo, à Quito. La ville de Guayaquil se développe comme centre de commerce : ce port permet l'exportation de nombreux produits d'Équateur vers la métropole. La construction de navires occupe également une place importante dans l'économie de la ville.

1717 : Création de la vice-royauté de Nouvelle-Grenade, incluant l'Équateur, la Colombie, le Venezuela et le Panama actuels. Bogota est choisie comme capitale.

1736 : Une équipe de scientifiques de l'Académie française des sciences, menée par Charles de La Condamine, arrive pour déterminer le lieu exact de l'équateur. Ils apportent avec eux des ouvrages des philosophes des Lumières qu'ils diffusent auprès des intellectuels créoles. Grâce à cette expédition, le monde accorde plus d'importance à cette région jusqu'alors peu connue. Elle explique le choix qui fut fait ultérieurement par le pays du nom d'Équateur, lors de l'indépendance.

Fin du XVIIIe siècle : Le système de l'encomienda est remplacé par celui de l'hacienda, possédée par des Espagnols ou des Créoles. Les indigènes y sont employés en échange d'un lopin de terre qui leur permet de subvenir à leurs besoins.

L'indépendance et les débuts de la république

L'Équateur, qui ne prend ce nom qu'en 1830, accède difficilement à l'indépendance dans les premières décennies du XIXe siècle. Demeuré longtemps loyaliste, le pays de Quito est entraîné dans le tourbillon de l'aventure bolivarienne et se retrouve un temps annexé à la Grande Colombie fondée par le Libertador. Il doit ensuite s'affirmer face à ses divers voisins, le Pérou, la

Nouvelle-Grenade, appelée à devenir la Colombie, et même le Brésil. Une fois l'indépendance assurée, il peine à trouver son équilibre politique entre conservateurs et libéraux.

1809 : Premier manifeste déclarant l'indépendance de l'Equateur. C'est à cette époque qui naît l'idée de l'Equateur comme nation. A Quito, un certain Francisco Eugenio de Santa Cruz y Espejo, intellectuel et physicien, fait office de secrétaire de la Société patriotique des amis du pays. Il s'agit d'un zambo, né d'un père noir et d'une mère indigène, mais son talent lui permet d'accéder à l'élite créole.

1792-1795 : Espejo utilise le bulletin de la Société patriotique des amis du pays pour plaider l'indépendance et l'établissement d'une république. Il propose notamment un changement social radical, la nationalisation des biens du clergé, la confiscation des biens des ordres religieux et l'expulsion des Espagnols originaires de la métropole qui détiennent une grande part des offices administratifs. Arrêté et emprisonné pour avoir rédigé ses manifestes, il meurt en prison, en ayant cependant fait des émules auprès des Créoles tels que Juan Pio Montufar y Larrea qui mènera première révolte contre les Espagnols. Espejo est ainsi considéré comme le père de l'indépendance et comme le premier martyr politique de la nation.

1808 : Invasion de l'Espagne par Napoléon. Le roi Charles IV abdique et l'Empereur place son frère Joseph Bonaparte sur le trône. Ce dernier entreprend des réformes telles que l'abolition de la féodalité, la diminution de l'autorité de l'Eglise ou encore l'intégration de l'Espagne au système continental créé par Napoléon. Elles provoquent une réaction en Equateur et la formation d'une junte pour soutenir Ferdinand VII, fils de Charles IV. Les autorités étouffent rapidement cette conspiration. Le groupe passe dans la clandestinité et se réunit chez un important personnage de Quito, Manuela Canizares. Il proclame la Junte souveraine de Quito et affirme sa légitimité comme gouvernement de remplacement de l'Audience.

10 août 1809 : Jour officiel de l'indépendance de l'Equateur. Selva Alegre est nommé président et l'évêque de Quito, José Cuero y Caicedo, devient, pour sa part, vice-président. La garnison espagnole présente à Quito soutient la junte et arrête le président de l'Audience. Un Conseil ouvert (cabildo abierto), composé d'éminents citoyens, approuve les actes de la junte dont les objectifs sont la préservation de la religion, la défense de la patrie et de la monarchie de Ferdinand VII. Si la junte gouverne Quito pendant trois mois, elle est dans l'impossibilité de convaincre les villes de Cuenca et de Guayaquil. Elle doit faire face à des luttes internes qui apparaissent rapidement tandis que les vice-rois du Pérou et de Nouvelle-Grenade condamnent la révolte et envoient des troupes pour y mettre fin.

5 octobre 1809 : Fuite de Selva Alegre.

28 octobre 1809 : Les troupes royales reprennent le contrôle de la ville et arrêtent plus d'une centaine de patriotes, condamnés à l'exil ou à mort.

septembre 1810 : Un fils de Selva Alegre, le lieutenant-colonel Carlos Montufar, arrive à Quito afin de calmer la population et de rétablir le calme. Avec le soutien d'un comité créole, il établit le gouvernement de la Junte supérieure avec le comte Ruiz comme président et Selva Alegre comme vice-président, deux hommes qui ne s'apprécient guère. La junte demeure au pouvoir de septembre 1810 à décembre 1812.

11 octobre 1811 : Nouvelle révolte de Quito qui se déclare indépendante. Selva Alegre quitte alors la junte pour devenir, en janvier 1812, le président de l'Etat libre de Quito. L'armée, commandée par le général Toribio Montes, est lancée contre lui par le vice-roi du Pérou et le contraint à l'exil.

janvier 1812 : Montes prend le pouvoir où il reste jusqu'en 1817. Les royalistes ont remporté la victoire et l'Equateur demeure dans l'empire jusqu'en 1820.

à partir de 1820 : Le cœur de la révolte se déplace de Quito vers Guayaquil.

9 octobre 1820 : Le port de Guayaquil se soulève, sous la houlette de José de Villamil et de Leon Febres Cordero. Un gouvernement provisoire, dirigé par le poète José Joaquin Olmedo, est établi tandis qu'un conseil ouvert voit bientôt le jour. Les habitants de la ville organisent une armée patriotique qu'ils envoient vers les hautes terres.

3 novembre 1820 : La ville de Cuenca déclare son indépendance.

22 novembre 1820 : A la bataille de Huachi, l'armée royale remporte la victoire sur les patriotes qui doivent se replier vers la côte.

février 1821 : Simon Bolivar, le « libérateur » du Venezuela et de la Colombie, envoie des renforts armés en Equateur, dans l'espoir de l'incorporer à la république de Grande-Colombie qu'il vient de créer. Il envoie le général Antonio José de Sucre à Guayaquil afin de rallier les rebelles à sa cause. Arrivé lui-même en mai, il lève une armée qu'il conduit dans la sierra avec, pour objectif, de s'emparer de Quito. En dépit de ses premières victoires, il est défait à la seconde bataille de Huachi le 22 novembre. Après avoir signé un armistice, il se retire à Guayaquil.

janvier 1822 : Le général Sucre reprend ses opérations visant à déloger les Espagnols des hautes terres équatoriennes.

21 janvier 1822 : Sucre et ses 1 700 hommes s'emparent de la ville de Cuenca, puis de Riobamba

en avril et de Latacunga en mai.

25 mai 1822 : Sucre et son armée entrent victorieusement dans Quito. Le général apparaît comme le grand libérateur de l'Équateur, en dépit de ses origines vénézuéliennes.

16 juin 1822 : Entrée triomphale de Bolivar à Quito. Désormais, l'Équateur est libéré du joug espagnol, mais son futur demeure incertain.

11 juillet 1822 : Bolivar marche sur Guayaquil et abolit le gouvernement d'Olmedo. Il annexe la ville à la Grande-Colombie. Pendant huit ans, l'Équateur demeure annexé à la Grande-Colombie de Bolivar, sous l'appellation de « district du Sud ». Des différences apparaissent entre les diverses régions, dominées respectivement par Quito, Guayaquil et Cuenca. Un Vénézuélien, le général Juan José Flores, se trouve à la tête du district et l'Équateur est écrasé par des dettes, supposées correspondre au coût des guerres d'indépendance.

1826 : Flores est promu général par Bolivar et fait gouverneur du département d'Équateur. Il établit des liens étroits avec des membres de l'élite de Quito et épouse une femme de l'aristocratie locale. Bien que considéré comme un étranger, il mène le pays vers la véritable indépendance.

28 février 1829 : Flores s'illustre lors de la bataille de Tarqui à l'occasion de laquelle il inflige une défaite cinglante aux Péruviens qui tentent d'incorporer l'Équateur à leur territoire. Cependant, l'Équateur fait toujours partie de la Grande-Colombie, d'autant que Flores refuse d'abandonner Bolivar et de céder à la pression de ceux qui voudraient faire sécession.

13 janvier 1829 : Le général José Paez, ancien lieutenant de Bolivar, proclame l'indépendance du Venezuela incorporé jusqu'alors dans la Grande-Colombie, faisant des émules en Équateur.

Mai 1830 : Le district du Sud pense sérieusement à l'indépendance. D'importants citoyens de Quito forment un cabildo abierto et invitent Flores à les aider à acquérir leur indépendance. Ce dernier accepte et reçoit le titre de Citoyen suprême et magistrat militaire le 13 mai. Quelques jours plus tard, Guayaquil rejoint le mouvement.

4 juin 1830 : Tout espoir de réconciliation avec la Grande-Colombie s'évanouit avec l'assassinat du maréchal Sucre, en route vers Quito où il comptait ouvrir des négociations.

22 septembre 1830 : Le jeune Flores, âgé de trente ans, devient président de la nouvelle république d'Équateur, après avoir juré sur les Saintes Écritures. La constitution prévoit un gouvernement fédéral qui respecte l'égalité entre les trois départements du pays. Un congrès de

trente membres doit voir le jour. Le mandat de Flores et de son vice-président José Joaquim Olmedo est de quatre ans. Le nom d'Equateur est choisi en référence au parallèle qui traverse la nouvelle nation, ce qui ne satisfait pas les partisans du nom de Quito.

20 décembre 1830 : L'un des premiers souhaits de Flores est de déterminer les limites du territoire national. Il décrète ainsi que l'ancien département de Cauca, qui faisait autrefois partie de la Grande-Colombie et que lui dispute la Nouvelle-Grenade, appartient à l'Equateur, ce qui provoque immédiatement des tensions avec cette dernière. Les revendications territoriales de l'Equateur engendrent des confrontations avec ses voisins de Colombie, du Pérou ou encore du Brésil.

décembre 1832 : Flores doit concéder le Cauca à la Nouvelle-Grenade, mais annonce en même temps sa décision d'annexer les îles Galapagos, ce qui passe alors inaperçu.

1833 : Naissance d'une opposition politique favorable au républicanisme libéral, menée par le colonel anglais Francis Hall et le libéral Vicente Rocafuerte qui critiquent ouvertement Flores.

10 octobre 1833 : Assassinat du colonel Hall et de trois de ses proches. L'opposition de Rocafuerte se poursuit avec la guerre des Chihuahuas tandis que le rebelle fait campagne pour devenir président de l'Equateur. En dépit de cette violente opposition, Flores parvient à aller au bout de son mandat, sans pour autant réussir à remettre les finances du pays sur pied ni à effacer les inégalités sociales. Deux grandes tendances politiques voient le jour : libéraux et conservateurs s'apprêtent à s'affronter pendant plusieurs décennies, tandis que l'armée continue à jouer un rôle essentiel dans le paysage politique du pays.

8 août 1835 : Arrivée au pouvoir de Rocafuerte, premier président équatorien, élu par la convention constitutionnelle. L'homme, originaire de Guyaquil, est très influencé par la pensée des Lumières et par le modèle américain, à la suite de son séjour aux Etats-Unis. Il gouverne avec une nouvelle vision de l'avenir de l'Equateur et les réformes débutent. La Garde nationale doit contrebalancer le poids de l'armée dont il fonde les académies navales et militaires. Il crée une école pour les filles et diminue l'influence de l'Eglise de diverses manières. Il libéralise le système judiciaire en introduisant des jurys pour les affaires criminelles. Son mandat s'achève dans la paix le 31 janvier 1839.

1839-1845 : Retour de Flores au pouvoir. De manière surprenante, il poursuit certaines réformes de son prédécesseur. Cependant, ce sont les affaires extérieures qui retiennent le plus son attention et il tente d'acquiescer Pasto, ce qui provoque une nouvelle guerre avec la Nouvelle-Grenade et la rupture des relations diplomatiques avec le Pérou. Il négocie en parallèle un traité avec l'Espagne qui reconnaît l'indépendance de l'Equateur.

1er avril 1843 : Flores est réélu pour un troisième mandat présidentiel. Depuis le Pérou où il s'est exilé, Rocafuerte lance des attaques, notamment avec la rédaction de pamphlets qui critiquent son action. Plusieurs sociétés voient le jour à Quito avec, pour objectif, l'élimination politique de Flores dont les relations avec l'Eglise se détériorent.

février 1845 : Vicente Ramon Roca, originaire de Guayaquil, organise un mouvement de révolte pour mettre fin au régime de Flores. Il est notamment soutenu par Rocafuerte, Olmedo et les généraux José Maria Urbina et Antonio Elizalde.

6 mars 1845 : Début de la révolution à Guayaquil. Elle se répand rapidement à travers le pays et, en dépit de quelques victoires, Flores ne peut vaincre les rebelles.

juin 1845 : Flores négocie un accord de paix, dit « traité de Virginie », avec un triumvirat composé de Roca, Olmedo et Diego Noboa y Arteta. Il s'engage à démissionner et à quitter le pays pendant deux ans, ce qu'il fait le 25 juin. Les quatorze années qui suivent sont ponctuées de moments de paix et de chaos. La convention élit à la présidence le conservateur Vicente Ramon Roca qui dirige le pays pendant quatre années relativement calmes.

1849 : A la fin du mandat de Roca, le Congrès ne parvient pas à choisir de président parmi les deux candidats, le général Antonio Elizalde et Diego Noboa Arteta. C'est donc le vice-président Manuel Ascasubi qui assume la présidence pendant une année. Elizalde et Noboa conspirent cependant pour s'arroger le pouvoir et s'allient au général José Urbina qui se rend maître de la province de Guayaquil en février 1850.

2 mars 1850 : Diego Noboa est déclaré chef suprême de la république tandis qu'Ascasubi se proclame président légitime.

Juin 1850 : Ascasubi cède et Noboa devient président.

1851 : Noboa est arrêté sur ordre du général Urbina, notamment pour avoir favorisé le retour de Flores.

6 septembre 1852 : Urbina est élu président de l'Equateur. Il gouverne d'une main de fer, avec l'aide de sa garde rapprochée, des soldats noirs du bataillon des Tauras, connus pour leurs intimidations sur les électeurs les jours de vote et pour leur violence. La popularité d'Urbina est due à sa capacité à maintenir Flores hors du pays et à sa politique anticléricale (expulsion des jésuites et autorisation des loges franc-maçonnnes). Les conservateurs s'opposent toutefois à sa

politique et trouvent comme nouvel homme fort Gabriel Garcia Moreno.

1856 : Un proche d'Urbina, le général Francisco Robles, remporte l'élection présidentielle. Il compte de nombreux détracteurs parmi les conservateurs.

1858 : Reprise des tensions avec le Pérou qui déclare le blocus des côtes équatoriennes. Par mesure de sécurité, la capitale est momentanément transférée à Riobamba, ce qui provoque la colère des habitants de Quito dont les chefs déclarent le gouvernement illégitime. Un gouvernement provisoire voit le jour tandis que les hautes terres de Cuenca et Loja proclament leur indépendance.

janvier 1859 : Les troupes péruviennes s'emparent de l'île de Puna dans le golfe de Guayaquil et avancent vers la ville : le pays est envahi. A cela s'ajoute une guerre civile d'une année. L'année 1859 est connue sous le nom d' « année terrible ».

septembre 1859 : Robles démissionne et s'enfuit au Pérou, bientôt suivi du général Urbina. Le général Franco, soutenu par le Pérou, espère se rendre maître du pays. Les chefs rebelles, Gabriel Garcia Moreno, Jeronimo Carrio et Pacifico Chiriboga, rappellent Flores afin de le placer à la tête de leur armée qui leur permet d'infliger une sévère défaite à Franco. Le triumvirat contrôle dès lors tout l'Equateur.

Modernisation conservatrice et révolution libérale

A partir de la décennie 1860, c'est sous l'impulsion de Garcia Moreno que l'Equateur entreprend une série de réformes qui l'éveillent à la modernisation. L'instabilité politique demeure cependant menaçante et l'homme fort du pays est même assassiné. Il faut ensuite une succession de coups de force et de retours à la légalité pour que le pays finisse, au début du XXe siècle, à trouver un équilibre favorable au progrès économique et social.

2 avril 1861 : Début du mandat présidentiel de Garcia Moreno. Une nouvelle ère, faite de stabilité et de modernisation, s'ouvre pour l'Equateur.

1861 : A son arrivée au pouvoir, le pays est exsangue et instable. Il se trouve dans une situation de quasi banqueroute et le peu d'infrastructures existantes est en mauvais état. La pauvreté touche une grande majorité de la population, seules deux cents écoles primaires existent dans le pays. Moreno est issu d'une famille coloniale de Guayaquil. Après de bonnes études, il s'est engagé dans la lutte contre Flores puis des autres présidents qu'il considère comme des tyrans.

1862 : Moreno recherche le soutien de la France contre le Pérou.

juin 1862 : Les troupes colombiennes du général Julio Arboleda envahissent l'Equateur. L'armée de Moreno est défaite et ce dernier fait prisonnier. Il signe un traité l'engageant à fournir des armes à Arboleda en échange de sa libération. Le vainqueur colombien Arboleda propose la reconstitution de la Grande-Colombie et annonce sa volonté d'annexer l'Equateur.

26 septembre 1862 : Signature d'un accord avec le Vatican. Garcia Moreno est persuadé que l'Eglise doit jouer un rôle dans l'unification du pays.

26 novembre 1863 : L'armée équatorienne menée par Flores est défaite à la bataille de Cuaspud de manière tout à fait humiliante. L'Equateur, privé de son armée, est désormais sans défense. Cependant, la crise colombienne s'achève de manière inopinée : les deux mille prisonniers équatoriens sont libérés et les prétentions territoriales oubliées.

Les opposants les plus sérieux au régime de Moreno sont les anciens présidents Urbina et Robles, soutenus par le président péruvien Ramon Castilla. Ils sont à l'origine d'une conspiration en 1865, mais Moreno les met en déroute à la bataille de Jambeli. Une violence latente règne et plusieurs complots visant à assassiner le président sont déjoués.

7 septembre 1865 : Moreno quitte le pouvoir en s'étant assuré de le laisser à son proche, Jeronimo Carrion, qui poursuit sa politique, notamment en matière religieuse.

6 novembre 1867 : Démission de Carrion qui n'a pas le soutien de l'armée. Le vice-président catholique conservateur José de Arteta le remplace, mais Moreno le force bientôt à quitter ses fonctions. De nouvelles élections présidentielles sont organisées et le candidat de Moreno est Javier Espinosa, un libéral mais catholique, est élu.

20 janvier 1868 : Espinosa devient président de l'Equateur.

16 août 1868 : Terrible tremblement de terre dans la province d'Imbabura. Espinosa confie la gestion de la crise à Garcia Moreno qui la gère avec une grande efficacité. Ce dernier, non satisfait de la ligne de conduite adoptée par le président dans le gouvernement du pays, décide de briguer une nouvelle fois la présidence.

janvier 1869 : A la suite d'un coup d'Etat, Garcia Moreno se déclare chef suprême de la

république. Il purge le gouvernement des libéraux, en exilant même certains.

mars 1869 : Tentative de coup d'Etat du général Veintemilla à Guayaquil. C'est un échec et le rebelle est tué.

1869 : Garcia Moreno donne une nouvelle constitution à l'Equateur, fort controversée. Durant ce second mandat, il s'engage dans des projets de développement socio-économique. Il comprend que la stabilité dépend notamment du développement économique. Le climat général est favorable aux affaires, avec la rédaction d'un nouveau code du commerce. La Banque d'Equateur est créée la même année et des infrastructures sont construites afin d'ouvrir le pays sur l'extérieur et de faciliter la circulation des produits agricoles.

de 1871 à 1875 : De gros progrès sont faits dans le domaine scolaire tandis que les ordres religieux travaillent de pair avec l'Etat pour développer un meilleur système de santé et pour aider les très nombreux orphelins.

de 1869 à 1875 : Garcia Moreno a initié pas moins de 178 projets de développement, phénomène tout à fait inédit pour ce petit pays andin. De gros progrès sont faits dans de nombreux domaines, et Moreno est un personnage décisif pour la modernisation du pays. Les libéraux lui reprochent principalement d'avoir sans cesse voulu associer l'Eglise catholique à ses entreprises.

10 juin 1871 : Rébellion contre le pouvoir de Moreno, jugé trop sévère à l'égard de ses opposants. La tentative de coup d'Etat est un échec.

1874 : Garcia Moreno annonce qu'il envisage de se représenter aux élections présidentielles de 1875. Montalvo, l'un de ses opposants, s'engage dans une lutte qui passe par la rédaction de pamphlets qui dénoncent sa dictature.

6 août 1875 : Attentat contre le président qui meurt assassiné par Faustino Lemos Rayo, un capitaine à la retraite. Garcia Moreno n'ayant pas organisé sa succession à l'intérieur du parti conservateur, ce dernier est extrêmement divisé, ce dont profitent les libéraux.

1875 : Antonio Borrero devient président et se pose en pacificateur. Des mouvements de rébellion naissent rapidement contre son pouvoir.

décembre 1876 : Veintemilla se déclare chef suprême après avoir remporté des batailles contre les forces pro-Borrero.

1877-1883 : Dictature de Veintemilla qui se rend compte qu'il a besoin du soutien des libéraux pour gouverner, ce qui passe par un éloignement d'avec l'Eglise catholique. Ses mesures anticléricales provoquent le mécontentement du clergé qui proteste.

30 mars 1877 : L'archevêque de Quito, opposant de Veintemilla, est assassiné pendant la messe du Vendredi Saint ?????? (Il n' y a pas de célébration de messes le vendredi saint- sans doute faut-il reporter cet assassinat au Jeudi Saint ?), du poison ayant été versé dans le vin de messe.

octobre 1877 : Une armée menée par le général Manuel Santiago Yopez et soutenue par les conservateurs colombiens parvient à Quito. Le président réussit à esquiver l'attaque ; cependant, les libéraux et les conservateurs s'unissent rapidement contre sa personne.

1879 : Montalvo reprend ses attaques pamphlétaires contre le gouvernement despotique de Veintemilla, qui durent jusqu'en 1882. Le président tente une ouverture avec les conservateurs par une politique moins anticléricale, en vain. Quant aux libéraux, ils sont déçus de la corruption qui mine le régime.

1882 : Lorsqu'il se rend compte qu'il n'obtiendra pas le soutien des libéraux pour se représenter, Veintemilla prend la tête des troupes pour consolider son pouvoir.

26 mars 1882 : Une coalition d'officiers, de citoyens et de membres du Conseil municipal de Quito proclame Veintemilla chef suprême de la république. L'événement est connu sous le nom de « Transformation ». La Constitution de 1878 est suspendue et Veintemilla officiellement proclamé dictateur. A la suite de cet événement, libéraux et conservateurs s'unissent, de manière totalement inédite.

avril 1882 : Début de la guerre de restauration qui vise à destituer le dictateur. Ses nombreux opposants tentent plusieurs attaques et organisent une armée de libération.

janvier 1883 : Quito tombe aux mains des Restaurateurs. Le nouveau gouvernement qu'ils établissent contrôle la capitale et les hautes terres tandis que Veintemilla s'accroche au pouvoir à Guayaquil.

9 juillet 1883 : Guayaquil capitule devant l'armée de Restauration, ce qui met fin au régime de Veintemilla qui s'exile. Un gouvernement libéral provisoire est mis en place, avec, à sa tête, Pedro Carbo, le général José Maria Sarasti et Eloy Alfaro. La dixième constitution de l'Equateur voit le jour tandis que le conservateur José Maria Placido Caamaño accède aux fonctions suprêmes.

1884-1888 : Présidence de José Maria Placido Caamaño qui place son action politique dans la continuité de Garcia Moreno, ce qui ne peut satisfaire les libéraux. Il s'appuie, à l'instar de ses deux successeurs, sur l'oligarchie catholique du pays pour gouverner. L'administration du pays est rationalisée.

1888-1892 : Présidence d'Antonio Flores, élu face à Alvaro et Montalvo. Ce fils du premier président d'Equateur tente de se frayer un chemin entre les libéraux et les conservateurs, en créant le Parti républicain d'Equateur. Il tente de se concilier Alvaro et Montalvo en leur proposant des postes diplomatiques que ces derniers refusent. Il poursuit la modernisation du pays, tant en matière d'éducation (avec l'aide de l'Eglise) que de travaux publics. Cependant, il doit faire face à une opposition qui provient tant des libéraux que des conservateurs.

1892-1895 : Présidence de Luis Cordero, ancien proche de Caamaño. Il poursuit la politique modérée de Flores, entretenant des relations cordiales avec l'Eglise.

16 avril 1895 : La démission de Cordero met fin à une période de conservatisme et ouvre la voie à la révolution libérale.

1895 : La révolution libérale est symbole de profonds changements, avec le général Eloy Alfaro Delgado qui arrive alors au pouvoir. Alfaro publie un manifeste intitulé le Décalogue radical qui contient les dix objectifs des libéraux afin de transformer l'Equateur en une nation moderne, ce qui passe notamment par de très nombreuses mesures anticléricales telles que la suppression des couvents et des monastères.

13 janvier 1897 : La convention élit Alfaro président de l'Equateur. Il est le premier métis à accéder à de telles fonctions. Il s'efforce de développer les classes moyennes et de diminuer l'influence de l'Eglise catholique sur la société et la politique. Sous sa présidence, l'Equateur devient le premier producteur de cacao qui représente 70 % des exportations du pays. Comme ses prédécesseurs, il poursuit le développement d'infrastructures et développe des projets de concert avec des investisseurs américains, notamment pour la construction de liaisons ferroviaires qui doivent désenclaver les régions les plus reculées.

Alfaro n'hésite pas à utiliser la répression contre ses éventuels opposants et la presse est muselée. Il choisit le général Leonidas Plaza Gutierrez comme successeur, espérant pouvoir le manipuler aisément.

1901 : Le général Leonidas Plaza Gutierrez remporte facilement les élections et utilise l'armée pour évincer définitivement Alfaro du pouvoir. En vrai libéral, il met fin aux pratiques répressives de son prédécesseur, rétablit la liberté de la presse, redonne une place aux conservateurs et supprime la police secrète. Il poursuit le programme de sécularisation de l'Etat qui passe notamment par la loi des Cultes d'octobre 1904 qui abolit les vœux perpétuels des religieux. Les conservateurs s'opposent vivement à cette loi et complotent contre le président. Quant au parti libéral, il est désormais divisé entre partisans d'Alfaro et partisans de Plaza. A la fin de son

mandat, ce dernier choisit Lizardo Garcia comme candidat des libéraux.

septembre 1905 : Garcia est investi président de l'Equateur, ce qui mécontente vivement Alfaro qui cherche à revenir au pouvoir par tous les moyens.

décembre 1905 : Alfaro tente d'organiser un coup d'Etat. C'est le début de l'insurrection et de la campagne des Vingt Jours.

13 janvier 1906 : Alfaro et ses troupes remportent la bataille de Chasqui. Le président Garcia quitte Quito pour Guayaquil et démissionne. Alfaro reprend le pouvoir en tant que chef suprême, utilisant les mêmes méthodes qu'autrefois pour éliminer les opposants.

1906 : Le général Vega fomenta une révolte contre le gouvernement, mais il est capturé, fait prisonnier et exécuté.

1907 : Douzième constitution de l'Equateur qui proclame notamment la démocratie, ce qui ne correspond pas du tout à la réalité. La politique anticléricale se poursuit de plus belle avec la loi de Charité qui nationalise toutes les terres ecclésiastiques. A la fin du mandat du président, la bonne santé économique du pays décline, avec une aggravation de la dette extérieure. L'Equateur souffre d'une grave crise économique.

19 juillet 1907 : Tentative d'assassinat d'Alfaro. L'épisode est sanglant. Les émeutes se poursuivent jusqu'en 1911.

11 août 1911 : Alfaro est déposé et trouve refuge au Panama. Il est remplacé par Emilio Estrada qui meurt en décembre.

janvier 1912 : Alfaro tente un retour qui ne convainc personne ; le pays entre dans une brève période de guerre civile. L'ancien président Leonidas Plaza prend le pouvoir après avoir battu les troupes d'Alfaro. Ce dernier est emprisonné avant son procès qui n'a pas lieu puisqu'il est assassiné.

1912 : Le libéral Plaza est réélu président. Il poursuit la politique de développement des infrastructures, ferroviaires notamment, entrepris par ses prédécesseurs. Cependant, la première guerre mondiale fait chuter les ventes de cacao. Les dettes de l'Equateur ne cessent de s'accroître. Aux yeux des élites socio-économiques du pays, cela signifie la faillite du parti libéral qui n'a pas su apporter de réel changement. Un mouvement de réforme s'amorce, lancé par de jeunes officiers de l'armée équatorienne.

De 1912 à 1925 : L'Equateur connaît une période de stabilité politique pendant laquelle les présidents n'exercent pas de réel pouvoir. Ils sont sous l'influence d'individus ayant des intérêts dans la banque et l'agriculture et connus sous le nom de la argolla », ce qui signifie « la bague ». Cette bancocracia domine à la fois les finances et la politique et consent des prêts au gouvernement dont elle finance les projets. A la même époque émerge une classe ouvrière urbaine qui tente de lutter contre les faibles salaires et ses conditions de travail déplorables par de multiples grèves. Le socialisme et le populisme s'enracinent dans le pays : le paysage politique devient encore plus morcelé qu'il ne l'était.

1912-1916 : Présidence de Leonidas Plaza Gutierrez.

1916-1920 : Présidence d'Alfredo Baquerizo Moreno.

1920-1924 : Présidence de José Luis Tamayo.

1924-1925 : Présidence de Gonzalo S. Cordova, homme malade et incapable de gouverner.

Tentatives de réformes et de démocratisation

Le XXe siècle voit l'alternance à la tête de l'Equateur de pouvoirs militaires, libéraux ou populistes, sous l'œil vigilant du grand frère nord-américain. Les succès remportés par certains produits d'exportation tels que le cacao ou les bananes, puis la découverte de pétrole ont cependant contribué à une croissance économique significative et ont permis d'arracher le pays au sous-développement auquel il semblait condamné.

9 juillet 1925 : Un coup d'Etat militaire, mené par la Ligue militaire, formée de jeunes officiers, évince Cordova du pouvoir. Ces militaires, influencés par le socialisme et convaincus qu'eux seuls sont capables de sauver le pays, insistent sur leur volonté de servir le bien commun. Ils laissent le pouvoir à une junte formée d'officiers supérieurs.

3 avril 1926 : Isidro Ayora, recteur de l'université centrale, obtient les pouvoirs de dictateur qu'il conserve jusqu'en avril 1929, date à laquelle il devient président.

1926 : Ayora invite Edwin Walter Kemmerer, expert en finances et professeur d'économie à Princeton, afin d'évaluer le système bancaire équatorien.

mars 1927 : La mission Kemmerer rend son rapport qui consiste en deux mille pages de propositions de lois à la suite desquelles l'Equateur se dote de nouvelles institutions, telles qu'une

Banque centrale, un système douanier, etc. Cependant, l'euphorie produite par ces réformes est de courte durée du fait du krach boursier de 1929 qui plonge le pays dans la crise, le chômage et la misère.

24 août 1931 : Ayora démissionne à la suite d'importantes manifestations. Son départ marque le début d'une décennie d'instabilité.

1931 : Election de Neptali Bonifaz, de la Compactacion Obrera Nacional (Consolidation nationale des travailleurs), parti populiste à tendance fasciste.

1932 : L'élection est annulée au prétexte que Bonifaz est péruvien, ce qui provoque des manifestations de masse de la part de la Compactacion. Entre le 29 août et le 1er septembre, les combats font rage à Quito : la guerre des Quatre Jours démontre l'incapacité de l'armée à réagir. Alberto Guerrero Martinez prend provisoirement la tête du pays.

octobre 1932 : Le candidat libéral, Juan de Dios Martinez Mera, remporte les élections face à Velasco Ibarra, issu de la Junte nationale pour le suffrage libre, qui devient le leader de l'opposition. Ses attaques contre le président sont relayées dans la rue par les manifestations grandissantes de la Compactacion. Martinez Mera démissionne.

1932 : Velasco, candidat à la présidence, propose un programme qui se veut fondé sur une véritable démocratie, centrée sur des réformes économiques et éducatives. Il refuse en outre de s'affilier à un quelconque parti politique. Pour la première fois, un homme politique fait campagne à travers le pays, ce qui prend de court les partis traditionnels. Seuls les partis communiste et socialiste proposent des candidats aux élections que Velasco remporte avec plus de 80 % des suffrages.

septembre 1934 : Début de la présidence de José Maria Velasco Ibarra qui engage de nombreuses réformes. Il s'efforce d'obtenir l'appui de l'armée en améliorant ses conditions de vie et en l'impliquant dans ses projets de développement du pays. En revanche, il est en constante opposition avec le Congrès dont il nie l'utilité.

20 août 1935 : Velasco annonce la dissolution du Congrès et son intention de diriger en dictateur, ce à quoi s'oppose l'armée. Il doit démissionner dès le lendemain et s'exiler en Colombie. Antonio Pons le remplace, puis c'est au tour de Federico Paez.

23 octobre 1937 : Paez est écarté du pouvoir par les militaires. Le général Alberto Enriquez Gallo devient alors chef suprême. Ce réformateur social met en place le Code du travail en 1938, autorisant notamment les unions de travailleurs. Il abandonne ses fonctions volontairement en 1938.

1938 : Arrivée d'Aurelio Mosquera Narvaez au pouvoir. Il meurt en 1939 et est remplacé provisoirement par le libéral Arroyo del Rio.

janvier 1940 : Aux élections présidentielles, Velasco Ibarra fait son retour. Cependant, à la suite de tricheries, c'est Arroyo del Rio qui est déclaré vainqueur, provoquant des manifestations durement réprimées. Velasco est arrêté et exilé en Colombie.

1940-1944 : Présidence de Arroyo del Rio, écarté du pouvoir par un coup d'Etat en 1944.

5 juillet 1941 : Le Pérou attaque l'Equateur, militairement sous-équipé. Les Péruviens occupent la province d'El Oro tandis que leurs navires bloquent le Guayaquil.

31 juillet 1941 : L'Equateur accepte un cessez-le-feu sous la contrainte. Force est de constater que ni les Etats-Unis ni le Brésil ou encore le Chili et l'Argentine ne sont venus à son secours. Le protocole de Rio ne satisfait personne. Pendant la seconde guerre mondiale, le président Arroyo collabore avec les Etats-Unis qui offrent à l'Equateur des dédommagements à la suite de la guerre du Pérou. Arroyo est très apprécié à l'étranger pour son panaméricanisme. En revanche, il est très impopulaire dans son pays et plusieurs groupes politiques s'opposent à lui.

30 mai 1944 : Velasco Ibarra passe la frontière et fait son retour en Equateur.

1er juin 1944 : Il devient président et fait rédiger peu de temps après une nouvelle constitution. Bien que porté au pouvoir par l'Alliance démocratique équatorienne (ADE), il ne coopère que peu avec ce parti, ce qui sape d'emblée les fondements de son pouvoir. Il mène avec succès certaines réformes, notamment en matière d'enseignement et de développement des provinces les plus pauvres. Comme ses prédécesseurs, il poursuit l'œuvre de travaux publics, en faisant notamment construire des routes. Le secteur agricole est également aidé, grâce à des prêts. Les progrès sont réels. Du fait de sa volonté de gouverner indépendamment des partis politiques, Velasco mécontente ceux qui l'avaient soutenu, comme les socialistes et les communistes. L'opposition se renforce, si bien qu'en 1947, il se maintient principalement au pouvoir grâce à l'armée.

23 août 1947 : Début d'une rébellion fomentée par des unités d'infanterie de Quito. Velasco est arrêté et forcé de démissionner.

septembre 1947 : Carlos Julio Arosemena Tola est choisi comme président par intérim, ce qui amorce douze années de répit et de stabilité pour le pays. Cependant, il ne souhaite pas demeurer au pouvoir. Un large mouvement libéral, le Mouvement national, civique démocratique (MCDN) est fondé avant les élections afin d'empêcher les conservateurs ou la gauche radicale de les remporter.

1948 : Le candidat du MCDN, Galo Plaza Lasso, l'emporte de peu face au conservateur Manuel Elicio Flor. Son ambition est de développer le commerce des matières premières (agricoles et minières), en modernisant notamment l'agriculture. Il crée l'Institut national pour le développement et la production. Il tente également une ouverture au sein de son gouvernement, ce qui ne lui épargne pas pour autant les critiques. L'opposition provient principalement du parti populiste de gauche, la Concentration des forces populaires (CFP), menée par Guevara Moreno.

1948 : L'Equateur est devenu le premier producteur mondial de bananes. Les exportations explosent véritablement et le pays se maintient dans une telle position jusqu'en 1983. Cet essor de la banane a des répercussions positives sur l'économie de l'Equateur.

1950 : Tentative avortée de coup d'Etat de Guevara Moreno.

1952 : Nouvelles élections qui sont l'occasion d'un nouveau retour pour Velasco Ibarra. Il parvient à la fin de son mandat, mais ce dernier est marqué par de nombreuses difficultés. Il censure la presse qui se veut trop critique à son égard, mais compte également des opposants parmi les militaires. Les manifestations de l'opposition sont fréquentes pendant son mandat. Sa présidence est cependant l'occasion de progrès, grâce notamment à la Junte nationale de planification (JNP) qui encourage l'électrification du pays, la réforme terrienne et promeut l'industrie et le commerce. En 1956, Velasco ne peut se représenter et choisit Camilo Ponce, également soutenu par l'Eglise catholique, pour lui succéder.

1956 : Camilo Ponce l'emporte de peu face à ses concurrents. Il poursuit avec efficacité la politique de développement et parvient au bout de son mandat.

1960 : La campagne présidentielle est particulièrement violente. Quatre candidats s'opposent parmi lesquels le socialiste Parra Velasco, le conservateur Gonzalo Cordero Crespo, le libéral Galo Plaza et, de nouveau, Velasco Ibarra, émancipé de tout parti.

septembre 1960 : Velasco Ibarra devient président de l'Equateur pour la quatrième fois. Il rouvre les dissensions avec le Pérou en déclarant nul le Protocole de Rio devant les Nations unies. De ce fait, les relations avec les Etats-Unis se tendent. Velasco se tourne alors vers l'Union soviétique dont il obtient un soutien financier.

1961 : Une délégation équatorienne se rend à Moscou. Le soutien d'Ibarra à Cuba n'est pas du goût de l'Eglise catholique dont il perd le soutien. Ses relations avec le vice-président se compliquent également et l'armée le désapprouve.

1961 : Des grèves et des manifestations secouent le pays qu'elles paralysent, elles sont durement réprimées par le gouvernement. A Guayaquil, la police tire sur les manifestants, en tuant onze.

7 novembre 1961 : L'armée de l'air se rebelle, bientôt rejointe par la marine. Velasco Ibarra trouve refuge à l'ambassade du Mexique et quitte rapidement l'Equateur. Le vice-président Arosemena est déclaré président. Son soutien ouvert à Cuba déplaît et son pouvoir est fébrile dès le début.

11 juillet 1963 : Au lendemain de déclarations hostiles aux Etats-Unis, un régiment entoure le palais présidentiel et réclame le départ d'Arosemena qui doit démissionner et s'exiler au Panama. Une junte militaire voit alors le jour, s'inspirant de la révolution de juillet 1925.

1963-1966 : La junte militaire est au pouvoir. Avant d'entreprendre les réformes, elle élimine tous les partisans d'Arosemena ainsi que les membres de la gauche radicale. Les réformes commencent en 1964, avec l'aide financière des Etats-Unis.

juillet 1964 : La junte annonce une loi sur la réforme agraire qui doit permettre d'en finir avec les immenses propriétés terriennes.

1966 : Cependant, lorsque la junte augmente les tarifs douaniers, elle provoque une grève orchestrée par les Chambres de commerce de Quito et de Guayaquil à laquelle se joignent les étudiants, les syndicats et d'autres organisations. Les militaires cèdent le pouvoir à Clemente Yerovi Indaburo qui fait office de président par intérim de mars à novembre.

1967 : Découverte de vastes réserves de pétrole dans la lointaine province de Sucumbios. Leur exploitation est à l'origine d'un troisième boom économique, après ceux du cacao et de la banane. Des centaines de kilomètres de pipe-lines sont construites et Quito connaît alors une croissance exponentielle.

1968 : Pour la cinquième fois, Velasco Ibarra remporte les élections présidentielles, mais, cette fois, de justesse, car ses soutiens sont ténus.

22 juin 1970 : Avec les encouragements de l'armée, Velasco Ibarra se proclame dictateur et dissout le Congrès ainsi que la Cour suprême.

15 février 1972 : L'armée de terre, la marine et l'armée de l'air unies s'emparent du pouvoir. L'ère Velasco Ibarra se clôt avec son exil en Argentine qui dure jusqu'en 1979. Le général Guillermo Rodriguez Lara prend la tête du nouveau gouvernement et annonce de multiples

réformes, rendues possibles grâce aux revenus pétroliers.

1er septembre 1975 : Tentative de coup d'Etat du général Raul Gonzalez Alvear. Elle échoue, mais fait une trentaine de morts parmi les soldats, ce qui divise profondément l'armée. Incapable de restaurer l'unité, Rodriguez Lara est chassé du pouvoir par un coup d'Etat militaire, le 11 janvier 1976.

janvier 1976 : Un Conseil suprême désigne président le commandant des forces navales, le vice-amiral Alfredo Poveda Burbano. Une nouvelle constitution est élaborée, qui promeut le développement économique, limite le mandat présidentiel à quatre ans sans possibilité de réélection immédiate et établit le suffrage universel pour tous.

1979-1996 : Dix-sept années de stabilité s'ouvrent. Pendant cette période, les élections se déroulent librement et sans tricherie et les passations de pouvoir se font pacifiquement.

29 avril 1979 : Le chrétien démocrate Jaime Roldos remporte les élections avec près de 70 % des suffrages. Il entre en fonctions en août de la même année et entreprend des réformes sociales, telles que la diminution du temps de travail, l'augmentation du salaire minimum, la retraite anticipée pour les femmes.

28 janvier 1981 : Reprise des hostilités entre le Pérou et l'Equateur.

24 mai 1981 : Le président Roldos, le ministre de la Défense et des militaires meurent dans un accident d'avion. Les rumeurs d'assassinat sont nombreuses : on accuse les Etats-Unis ou le Pérou d'avoir commandité l'attentat. Le vice-président Osvaldo Hurtado est désigné président d'un commun accord. Il prend le pouvoir dans un moment difficile : le boom pétrolier s'achève et de terribles inondations, dues au courant chaud El Niño, affectent le pays en 1983.

Le taux croissance est négatif et l'inflation dépasse les 50 %. Malgré tout, Roldos parvient à faire traverser pacifiquement ces moments difficiles.

1984 : Le conservateur Febres Cordero remporte les élections présidentielles. Ayant étudié aux Etats-Unis, il applique les principes libéraux à sa politique et impose le libre échange à l'Equateur. Il limite l'aide sociale directe, pensant que la prospérité viendra de la bonne santé de l'économie. C'est le premier président sud-américain proposant un programme néolibéral à être élu démocratiquement. Cependant, la mise en place du libre échange se heurte à de nombreuses difficultés, d'autant que le Congrès lui est hostile et que le prix du baril de pétrole passe de 27 à 8 dollars. Devant l'absence de véritables résultats, l'opposition grandit.

8 mai 1988 : Le candidat du parti de la Gauche démocrate, Rodrigo Borja, remporte les élections présidentielles au troisième tour, dans une optique de changement total avec la politique de Febres Cordero.

1992 : Retour au pouvoir de Sixto Duran Ballen, candidat du Parti uni républicain. Une grande partie de son mandat est consacrée à la négociation de prêts du FMI. Il s'efforce de faire venir l'eau potable dans les villages les plus reculés.

janvier 1995 : Le Pérou tente de déloger les troupes équatoriennes des positions fortifiées situées dans la zone disputée de la cordillère du Condor. Les pertes en hommes sont importantes du côté péruvien. Les Etats-Unis, l'Argentine, le Brésil et le Chili organisent un cessez-le-feu. L'armée équatorienne gagne en prestige.

1979-1996 : L'Equateur connaît une période de stabilité.

Retour de l'instabilité et genèse du mouvement indigène

Les vingt dernières années correspondent à un retour de l'instabilité politique et à l'éveil de l'indigénisme, à l'œuvre également dans la Bolivie voisine. C'est dans ce contexte que Rafael Correa remporte les élections présidentielles de 2007 et se voit ensuite confirmé à deux reprises par les électeurs.

1996 : La droite équatorienne pense pouvoir demeurer au pouvoir, mais c'est compter sans Jaime Nebot du Parti chrétien social, soutenu par l'ancien président Febres Condero et le milieu des affaires et sans Abdala Bucaram. Ce dernier promet des réformes sociales et présente une femme à la vice-présidence.

7 juillet 1996 : Bucaram remporte les élections présidentielles face à Jaime Nebot. Il devient le premier président libano-équatorien. Il parvient au pouvoir dans un contexte de récession, peu favorable à ses réformes sociales. Sous sa présidence, la crise empire le népotisme, et la corruption se développe.

5 février 1997 : Le Front uni des travailleurs organise une grève générale qui remporte un franc succès. Le pays est paralysé, le mécontentement à son comble. Le président en appelle aux forces armées qui lui refusent leur soutien. Bucaram rejetant l'idée de démission, le pays se trouve dans une crise constitutionnelle. Le Congrès vote sa défiance.

6 février 1997 : Trois personnes revendiquent la présidence : Bucaram, la vice-présidente Rosalia Arteaga et le président du Congrès, désigné par ce dernier, Fabian Alarcon.

11 février 1997 : Le Congrès et l'armée placent Alarcon au pouvoir tandis que Bucaram doit s'exiler au Panama. Arteaga n'abandonne pas ses prétentions.

31 mai 1998 : Nouvelles élections présidentielles. Pour la première fois, deux femmes sont candidates. Elles sont remportées par le maire de Quito, Jamil Mahuad, également libano-équatorien, face à Alvaro Noboa. De nombreux défis l'attendent et il ne possède que 20 % des sièges au Congrès pour mener sa politique. Mahuad est bientôt plongé dans un scandale de corruption.

26 octobre 1998 : L'Equateur et le Pérou signent des accords de paix à Brasilia.

1998 : Trois des principales banques du pays font faillite.

mars 1999 : Grève des transports. Le pays est à nouveau paralysé et Mahuad décrète l'état d'urgence.

octobre 1999 : Le président est impliqué dans un second scandale de corruption.

1999 : L'inflation atteint les 70 %, la pauvreté s'accroît et le chômage s'aggrave.

janvier 2000 : Emergence d'un mouvement indigène. 40 000 indigènes convergent vers Quito. L'état d'urgence est décrété et 30 000 militaires mobilisés pour faire face à ce mouvement.

17 janvier 2000 : Les employés du secteur pétrolier se mettent en grève et rejoignent les indigènes dans leur appel à la démission de Mahuad. Deux jours après, c'est au tour des étudiants de s'unir à eux.

20 janvier 2000 : Les Indiens encerclent les bâtiments du Congrès et de la Cour suprême. Les militaires décident de ne pas les disperser et les Indiens occupent bientôt l'intérieur des bâtiments. Les militaires rejoignent le mouvement et le colonel Lucio Gutierrez s'impose comme le leader de la rébellion. Au congrès, Vargas, Gutierrez et Carlos Solorzano annoncent la formation d'une Junte de Salut national. Mahuad refuse de quitter le pouvoir, mais il est rapidement contraint de se réfugier à l'ambassade du Chili. Le général Mendoza, qui venait de prendre la direction de la

junte, le remplace. Sous la pression internationale, le général Mendoza quitte la direction de la junte et annonce le soutien de l'armée au vice-président Gustavo Naboia comme président constitutionnel d'Equateur.

22 janvier 2000 : Naboia entre en fonctions. Si Mahuad a été forcé de quitter le pouvoir, la question indigène demeure entière et la tentative de changement de l'organisation sociale de l'Equateur est un échec.

1er mars 2000 : L'Equateur adopte le dollar comme monnaie.

2002 : Nouvelles élections présidentielles. Treize candidats s'affrontent. Gutierrez, l'un des conspirateurs du coup d'Etat contre Mahuad, les remporte, face à Naboia. Comme ses nombreux prédécesseurs, il est confronté à la crise économique et à un déficit budgétaire abyssal. Il rencontre rapidement le président américain George W. Bush et négocie un prêt du FMI. Bien qu'ayant promis de lutter contre la corruption, il est lui-même impliqué dans un scandale de trafic de drogue.

octobre 2004 : Le parti chrétien social entame une procédure de destitution contre Gutierrez qui parvient cependant à trouver des soutiens.

janvier-février 2005 : Manifestations réclamant la démission du président qui tente d'établir un pouvoir dictatorial. De son exil, Bucaram apporte son soutien à Gutierrez et lui conseille de décréter l'état d'urgence, ce que ce dernier fait bientôt. L'opposition ne cesse quant à elle de se renforcer.

20 avril 2005 : Les mécontents encerclent le palais présidentiel et Gutierrez doit s'enfuir par hélicoptère, avant de s'exiler au Brésil. Alfredo Palacio le remplace comme président, sans véritable légitimité. Il exproprie toutes les firmes pétrolières occidentales, ce qui satisfait les partis de gauche et les groupes indigènes.

2007 : Après une décennie d'instabilité, de nouvelles élections présidentielles se préparent. Dix-sept candidats s'appêtent à concourir. Elles sont remportées par Rafael Correa Delgado qui a fait campagne sur le thème de la « Patrie souveraine et fière ». Ce chrétien de gauche présente dès le 15 janvier son programme de révolution citoyenne. Il s'agit d'en finir avec la corruption et le libéralisme, d'augmenter les dépenses en matière de santé et d'éducation. Il fait en outre rédiger une nouvelle constitution qui entre en vigueur en octobre 2008.

avril 2009 : Correa remporte les élections présidentielles dès le premier tour, ce qui n'était pas

arrivé depuis 1979. Sa politique extérieure se veut résolument indépendante. Les relations avec la Colombie et le Brésil fluctuent.

24 juin 2009 : L'Équateur rejoint l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples des Amériques) créée par Hugo Chavez et à laquelle se sont associés Cuba, la Bolivie et le Nicaragua.

20 septembre 2010 : La police nationale organise des manifestations contre Correa qui doit fuir. Cependant, l'armée soutient le président et le ramène au palais présidentiel.

30 septembre 2010 : Des centaines de policiers occupent la principale garnison de Quito et le Congrès pendant que des militaires s'emparent de la piste de l'aéroport de la capitale pour réclamer l'abrogation d'une loi éliminant certaines primes (essentiellement liées à l'ancienneté) afin d'harmoniser les grilles de salaires du service public. Le président Rafael Correa, molesté, dénonce une tentative de coup d'Etat et décrète l'état d'urgence. Le bilan de ce soulèvement est de cinq morts et deux cent soixante-quatorze blessés. Le 6 octobre, le ministre de l'Intérieur, Gustavo Jalkh, annonce l'arrestation de quarante-six policiers ayant participé à la révolte contre le président.

7 mai 2011 : Les électeurs sont appelés à se prononcer sur une série de réformes de la Constitution portant sur des thèmes aussi divers que la justice, les médias, la sécurité sociale ainsi que des problèmes de société tels que l'enrichissement illicite, les jeux de hasard ou la corrida. Le oui l'emporte avec 55 à 60 % des suffrages selon les questions. Ce résultat est un succès pour le président Rafael Correa, au pouvoir depuis quatre ans, malgré un renforcement de l'opposition dans la région andine et surtout en Amazonie.

4 janvier 2012 : Le groupe pétrolier américain Chevron est condamné pour pollution en Amazonie équatorienne.

17 février 2013 : Le président sortant Rafael Correa est réélu pour un troisième mandat au premier tour de l'élection présidentielle.

16 août 2013 : Rafael Correa met fin au projet ITT (initiales des champs pétroliers d'Ishpingo, de Tambococha et de Tiputini) qu'il avait annoncé à la tribune de l'ONU en 2007 et dans lequel il proposait d'échanger la non-exploitation de ce parc naturel d'Amazonie équatorienne contre une contribution internationale de 3,6 milliards de dollars visant à financer la moitié du manque à gagner. Le gouvernement équatorien n'ayant reçu que 13 millions de dollars (0,37 %) de la somme escomptée, les réserves de pétrole estimées à 920 millions de barils seront donc exploitées aux dépens de cette biosphère classée par l'UNESCO. En conséquence, la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur), principale organisation représentant les ethnies, demande une consultation populaire sur l'exploitation pétrolière de la réserve.

Assuré pendant huit ans du soutien populaire, Rafael Correa a dû faire face, en 2015, à des difficultés économiques croissantes, source dans l'opinion d'un certain mécontentement. Les projets fiscaux du gouvernement ont suscité une réaction des classes moyennes urbaines et le gouvernement a dû reculer. Le président se voit reprocher une pratique jugée trop autoritaire du pouvoir et certains le soupçonnent de songer à modifier la Constitution pour pouvoir se représenter en 2017. Ces critiques ne peuvent faire oublier aux plus démunis les progrès enregistrés au cours des dernières années, mais l'Equateur doit affronter la chute des cours du pétrole, qui représente près de 40 % des recettes de l'Etat, ce qui entraîne restrictions budgétaires et accroissement de la dette publique. La croissance est passée de 3,8 % en 2014 à - 0,6 % en 2015. Le pays doit, de plus, compter avec les menaces environnementales d'origine naturelle que constituent les caprices d'El Nino, le courant marin qui perturbe le climat local et avec le risque d'une éruption majeure du volcan Cotopaxi.

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés